



MUTUALISATION + SOLUTIONS

## ACCORD-CADRE N°25-07-DSSE-INFNOE

Relatif à l'accompagnement et l'assistance technique de l'Amue dans le cadre du démarrage du projet INFNOE

### Cahier des Clauses Particulières

**Procédure de passation :** Procédure adaptée



## Table des matières

1.	Présentation de l'Amue et du contexte .....	4
2.	Clauses administratives .....	4
2.1	Objet de l'accord-cadre .....	4
2.2	Forme et montant .....	5
2.2.1	Forme .....	5
2.2.2	Montant.....	5
2.2.3	Allotissement.....	5
2.3.	Durée et délai d'exécution de l'accord-cadre .....	5
2.3.1.	Durée de l'accord-cadre .....	6
2.3.2.	Durée des bons de commande.....	6
2.3.3.	Délais d'exécution .....	6
2.4.	Lieux d'exécution.....	6
2.5.	Exclusivité : .....	7
2.6.	Unité monétaire .....	7
2.7.	Pièces constitutives de l'accord-cadre .....	7
2.8.	Suivi des prestations.....	7
❖	Gestion de projet.....	7
❖	Comitologie .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2.9.	Constatation d'exécution de prestations.....	8
2.10.	Prix.....	8
2.11.	Assujettissement à la TVA .....	9
2.12.	Avance .....	9
2.13.	Acomptes et paiement échelonné : .....	9
2.14.	Modalités de facturation et de règlement .....	9
2.15.	Confidentialité .....	11
2.16.	Protection des données à caractère personnel :.....	12
2.17.	Propriété intellectuelle.....	13
2.18.	Pénalités .....	14
3.	Clauses techniques .....	15
3.1.	Compétences minimales .....	15



3.2.	Prestations attendues .....	15
3.2.1.	UO 1 – Accompagnement.....	16
3.2.2.	UO 2 – Prestation de paramétrage.....	16
3.3.	Modalités d'exécution : .....	16
4.	Dérogations au CCAG : .....	17



## 1. Présentation de l'Amue et du contexte

---

L'Agence de mutualisation des universités et établissements d'enseignement supérieur ou de recherche et de support à l'enseignement supérieur ou à la recherche est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) qui a pour objet d'organiser, entre les établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche qui en sont membres (parmi lesquels notamment les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel - E.P.S.C.P), dans le respect de leur autonomie et dans le cadre des missions qui les caractérisent, toute forme de coopération ayant vocation à améliorer la qualité de leur gestion, notamment dans le domaine informatique.

À cet effet, l'Agence a pour mission :

- De mettre à disposition des outils communs de gestion et de pilotage ;
- D'accompagner les processus de changement, notamment ceux inscrits dans les projets d'établissement ou décidés par l'État ;
- De fournir une aide aux métiers de la collectivité universitaire et à leur évolution ;
- De partager l'information et d'initier des actions de veille et d'études prospectives sur toute question intéressant la gestion et le pilotage des établissements ;
- De servir de support aux établissements souhaitant mener dans leur domaine de compétences des actions communes.

L'Amue est implantée sur deux sites :

- Un site à Paris,
- Un site à Montpellier.

L'Amue propose notamment à ses adhérents le logiciel financier, budgétaire, analytique et comptable SIFAC.

L'Amue a entamé des travaux d'interopérabilité entre cette solution et le SI INFINOE.

## 2. Clauses administratives

---

### 2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'accompagnement et d'assistance technique dans le cadre du démarrage du projet INFINOE :



- L'accompagnement auprès des établissements adhérents de l'Amue dans l'appropriation et la mise en œuvre des processus financiers, ainsi que dans la transmission des données financières au Ministère du Budget via l'application INFNOE, et prestations connexes
- L'assistance technique pour le paramétrage de l'applications, et prestations connexes.

Les prestations d'assistance sont identifiées selon 2 unités :

- UO 1 : accompagnement
- UO 2 : paramétrage et prestations connexes

## 2.2 Forme et montant

### 2.2.1 Forme

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique, traité à prix unitaires, conformément aux articles R. 2162-1 al. 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

### 2.2.2 Montant

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 200 000 € HT.

À titre purement indicatif le montant estimé du marché est de 100 000 € HT environ pour la durée totale du marché Ce montant estimatif n'engage en rien l'Amue sur une dépense minimum ou maximum applicable au présent marché.

### 2.2.3 Allotissement

Le marché est n'est pas alloti. L'allotissement risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 2.3. Durée et délai d'exécution de l'accord-cadre



### 2.3.1. Durée de l'accord-cadre

Le marché débute à sa date de notification pour une durée 2 ans.

### 2.3.2. Durée des bons de commande

Les bons de commande sont émis par l'Amue au fur et à mesure de la survenance des besoins. Ils ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution ne peut pas excéder de plus de 3 mois celle de l'accord-cadre.

### 2.3.3. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des postes et unités d'œuvre à prix unitaires sont :

- soit calculés en application des mécanismes de calcul des délais fixés par le Titulaire dans son offre
- soit, à défaut fixés par le pouvoir adjudicateur dans les bons de commandes.

Les délais d'exécution ainsi fixés sont contractuels et leur non-respect par le Titulaire sont susceptibles d'entraîner des pénalités dans les conditions fixées par le présent CCP.

Une prolongation du délai peut être accordée par l'Amue au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des postes et unités d'œuvre du marché subséquent dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de l'Amue ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

## 2.4. Lieux d'exécution

L'exécution des prestations pourra avoir lieu soit :

- Dans les locaux du Titulaire, à distance ;
- Dans les locaux de l'Amue, site de Montpellier installé sur 3 étages (R+6, R+7 et R+8) : immeuble Oz'one sis au 181 place Ernest Granier, CS 30349, 34961 Montpellier cedex 2.
- Ponctuellement, des déplacements peuvent être effectués dans les locaux des établissements (Clubs U par exemple). Ces déplacements sont remboursés dans les conditions de l'article 2.10 du présent CCP

Selon les besoins et la nature des prestations, des contraintes de localisation d'exécution des prestations peuvent être précisées dans le bon de commande.



Un dispositif de visioconférence reliant Paris et Montpellier et éventuellement d'autres sites peut être utilisé pour le projet en particulier pour les prestations d'expertise ainsi que les comités de suivi et contractuels.

## 2.5. Exclusivité :

Le Titulaire ne dispose pas d'un droit d'exclusivité sur les prestations faisant l'objet du présent marché. L'Amue peut donc commander des prestations similaires auprès d'un autre opérateur et par le biais d'un autre support contractuel.

## 2.6. Unité monétaire

L'unité monétaire est l'Euro.

## 2.7. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (AE)
2. Le présent Cahier des Clauses particulières (CCP) et son annexe 1 : Traitement des données à caractère personnel.
3. Le CCAG-PI approuvé par arrêté du 30 mars 2021
4. L'offre du Titulaire composée :
  - Du cadre de réponse financière (CRF)
  - Du cadre de réponse technique (CRT)
5. Tout autre document constitutif de l'offre du Titulaire.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessus.

## 2.8. Suivi des prestations

### ❖ Gestion de projet

Il est attendu du Titulaire un suivi de l'exécution des prestations, celles-ci pourront se faire au travers du comité de projet organisé à la demande de l'Amue, mais également en réalisant un suivi des temps et des activités auprès de l'Amue.

Le Titulaire devra également préciser les ressources mises à disposition et les ressources nécessaires à mobiliser par l'Amue.



## 2.9. Constatation d'exécution de prestations

Les opérations de vérification sont celles prévues aux articles 28 et suivants du CCAG-PI.

Néanmoins, par dérogation à l'article 28-3 du CCAG-PI, une vérification partielle a lieu mensuellement selon les modalités prévues au CCAG.

## 2.10. Prix

Les prix des prestations figurent dans le cadre de réponse financière.

Les prix par unités d'œuvres sont unitaires.

Les prix sont fermes la première année et révisables ensuite annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$\text{Prix révisé} = P0 \times S / SO$$

Dans laquelle :

P0 = prix initial

S = dernière valeur publiée de l'indice SYNTEC au jour de la révision

SO = valeur de l'indice SYNTEC de la date d'établissement des prix (date limite de remise des offres)

Tout montant figurant dans l'annexe financière est un montant hors taxe et en euros.

Les prix sont réputés inclure :

- Tous les frais nécessaires à l'exécution des postes et unités d'œuvre, à l'exception des éventuels frais de déplacement et d'hébergement, sauf précision contraire dans le CRF ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.





Les déplacements éventuels en établissement à l'occasion de Clubs U ou autre déplacements ponctuels sont remboursés sur présentation de justificatifs des frais engagés

#### 2.11. Assujettissement à la TVA

Le prix des prestations objet du présent accord-cadre sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et règles en vigueur à la notification de l'accord-cadre pour les prestations exécutées au moyen de bons de commande et à la notification des marchés subséquents pour les autres prestations.

#### 2.12. Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire, à moins qu'il y renonce.

Le Titulaire indique dans l'acte d'engagement s'il souhaite ou non renoncer au bénéfice de l'avance.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Pour tout bon de commande supérieur à 50 000 € et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois, une avance d'un montant de 5 % est accordée.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R. 2191-11 du code de la commande publique.

#### 2.13. Acomptes et paiement échelonné :

À la demande du Titulaire et conformément aux dispositions des articles R.2191-20 et s. du code de la commande publique, des acomptes trimestriels peuvent être versés en fonction de l'état d'avancement des travaux pour les prestations dont la durée d'exécution dépasse trois mois.

En tout état de cause, les acomptes ne peuvent dépasser 60% du montant du poste commandé. Le paiement est de 100 % à l'admission du poste ou de l'unité d'œuvre concerné.

Les paiements échelonnés donnent lieu à établissement de factures. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

#### 2.14. Modalités de facturation et de règlement



#### *a. Intérêts moratoires*

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours La date de début du délai la date de réception de la demande de paiement.

Le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de financement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

#### *b. Paiement*

Le paiement des prestations est effectué à terme échu, après attestation de service fait. Le délai global de paiement ne démarre qu'à compter de l'attestation de service fait.

#### *c. Modalités de facturation*

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

Les factures sont transmises par voie électronique en application de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique.

#### *d. Monnaie*

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.



#### *e. Comptable assignataire*

Le comptable assignataire est l'Agent comptable de l'Amue.

#### *f. Cession et nantissement de créance*

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est le Responsable du Service des Affaires Juridiques.

### 2.15. Confidentialité

Le Titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'Agence, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du Titulaire à l'occasion du présent accord-cadre.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le Titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent accord-cadre.

En particulier, les données financières des établissements sont strictement confidentielles et ne peuvent être communiquées.

Le Titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par l'Agence.

Le contenu de l'accord-cadre est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et de chacun des marchés subséquents.



Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des postes.

Le Titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article.

Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le Titulaire à l'Agence à première demande de l'Agence.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le Titulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre.

## 2.16. Protection des données à caractère personnel :

Chaque Partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de leur exécution.

Le Titulaire amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'Amue est considéré comme un sous-traitant. À cet égard, les données à caractère personnel que lui transmet l'Amue ne peuvent faire l'objet d'une opération de traitement de la part du titulaire ou d'une personne agissant sous l'autorité du titulaire, que sur instruction de l'Amue, responsable de traitement.

Les obligations incombant au Titulaire en matière de protection de la sécurité et de la confidentialité des données contiennent notamment celle de prendre toutes précautions utiles, au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité des données et, notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Le titulaire doit présenter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité susmentionnées. Cette exigence ne déchargeant pas l'Amue de son obligation de veiller au respect de ces mesures, cette dernière requiert du titulaire toute la diligence et la coopération nécessaires à l'établissement des preuves de ce respect.



## 2.17. Propriété intellectuelle

### Régime des connaissances antérieures :

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction.

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

À défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

### Régime des résultats :



Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

➤ UO 2 :

Le Titulaire cède à l'Amue la propriété des résultats relatives au paramétrage et à l'assistance technique.

Ces droits comprennent, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation afférents aux résultats, de diffusion, ainsi que le droit de distribuer les résultats à des fins commerciales commerciale, pour la durée des droits d'auteur et le monde entier.

Le Titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.

## 2.18. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI :

Lorsqu'un retard est constaté dans l'exécution des prestations, au regard de délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé en raison de son offre ou du bon de commande et si l'Amue envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

cette pénalité est calculée par la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant



en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités éventuellement dues sont réglées au moyen de retenues sur les factures présentées par le Titulaire, ou si nécessaire par l'émission d'une facture ou d'un titre de perception.

### 2.19. Réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, des prestations peuvent être ajoutées en cours d'exécution de l'accord-cadre à la condition qu'elles soient strictement complémentaires avec l'objet initial du marché.

Cet ajout de prestation donne lieu à l'établissement d'un avenant.

## 3. Clauses techniques

---

### 3.1. Compétences minimales

Les intervenants du Titulaire font preuve des compétences suivantes :

- Expérience en contrôle de gestion et maîtrise des principes financiers
- Expertise concernant les modules FI et CO de la solution SAP
- Compréhension des flux financiers et comptables
- Connaissance des processus de déploiement et de gestion des systèmes d'information financiers

### 3.2. Prestations attendues



### 3.2.1. UO 1 – Accompagnement

Objectif : Assurer un rôle de conseil, d'accompagnement et de formation auprès des établissements dans l'appropriation et la mise en œuvre des processus financiers, ainsi que dans la transmission des données financières au Ministère du Budget via l'application INFINOE

Activité :

Cette mission s'exécute auprès des établissements adhérents de l'Amue. L'Amue commande un volume d'UO, consommé au fur et à mesure du besoin exprimé par les adhérents via l'outil de ticketing.

- Accompagnement dans la mise en qualité des données
- Conseil et formation

Livrables :

- Élaboration d'un diagnostic pour l'établissement conservé
- Suivi de sa mise en œuvre auprès de l'établissement
- Dresser un compte rendu d'intervention le cas échéant

### 3.2.2. UO 2 – Prestation de paramétrage

Objectif : Assister l'Amue dans le paramétrage technique de la solution SAP FI/CO

Activité :

- Assistance technique dans le paramétrage de la solution

Livrables :

- Mise à jour ou création de fiches de paramétrage
- Réalisation du paramétrage

### 3.3. Modalités d'exécution :

Le nombre de jour homme afférent à chaque prestation est défini dans les bons de commande.





#### 4. Dérogations au CCAG :

---

Article du CCP	Article du CCAG	Dérogation
2.9	28.3	Modalités de vérification
2.16	14	Montant et modalité des pénalités